

Le Front commun se dote d'un mandat historique !

À retenir

Face à la priorisation patronale, seule notre détermination fera avancer la négociation!

À faire

[Faire connaître le www.profsennego.com](http://www.profsennego.com)

À voir

[L'info-négo du Front commun](#)

Au sortir de la consultation sur la grève, les syndicats membres des organisations qui composent le Front commun ont donné à ce dernier un mandat historique! À l'échelle du secteur des profs de cégep, c'est la totalité des syndicats qui ont voté en faveur du débrayage pouvant aller jusqu'à la grève générale illimitée. Face à la partie patronale, le message est clair : les offres actuelles sont insuffisantes, insatisfaisantes, voire insultantes, et les membres sont prêts et prêtes à poursuivre leur mobilisation en ayant recours à cet ultime moyen de pression!

La partie patronale sent la soupe chaude !

Déjà, à la suite de la grande manifestation nationale du Front commun du 23 septembre dernier, où plus de 100 000 personnes s'étaient rassemblées dans les rues de Montréal pour la défense de nos services publics, on a entendu Sonia LeBel annoncer en grande pompe qu'elle exigeait des comités patronaux aux tables sectorielles qu'ils procèdent à une priorisation de leurs demandes pour n'en garder que cinq ou six. Qui plus est, l'exercice devait se faire en toute urgence, avec une date d'échéance fixée au 11 octobre. À nos yeux, il s'agissait là d'une indication claire que le gouvernement mesure pleinement la pression qui s'exerce sur lui dans la négociation et qu'à défaut de donner les moyens nécessaires à une résolution satisfaisante des discussions aux tables, il choisit encore une fois la communication publique pour sauver son image...

Un étrange top 5 retenu par le Comité patronal de négociation des collèges (CPNC)

Répondant au mot d'ordre gouvernemental, le CPNC se prêta à l'exercice de priorisation. En tête de liste des demandes patronales sectorielles retenues, on ne se surprend pas de voir apparaître l'enseignement à distance, une priorité gouvernementale identifiée pour les cégeps. On se demande par ailleurs pourquoi, par exemple, la partie patronale conserve dans cette courte liste deux revendications qui ne concernent pas la totalité de nos cégeps, tandis qu'elle retire ses propositions sur la recherche, qui avait également été identifiée comme priorité pour le secteur collégial dans le dépôt

présenté à la table centrale en avril dernier. Le CPNC ayant de surcroît annoncé que les offres financières qu'il a retirées dans son dernier dépôt sectoriel pourraient malgré tout faire l'objet d'échanges dans la mesure où elles constitueraient des priorités syndicales, on en déduit que l'exercice ne visait pas tant à favoriser les discussions, mais plutôt à contraindre l'ASPPC à orienter ses demandes vers les priorités patronales.

Néanmoins, afin d'éviter que certains éléments déjà en discussion à la table sectorielle ne passent entre les mailles, le comité syndical a consacré les journées de pourparlers précédant la priorisation patronale à convenir avec ses vis-à-vis d'un ensemble d'éléments sur lesquels les échanges avaient été féconds et qui pourront figurer à une éventuelle entente de principe à présenter aux membres en fin de négociation. Nonobstant ces quelques aspects discutés et sommes toutes périphériques, il importe de reconnaître qu'en ce qui concerne les grands dossiers de la négociation, le fossé qui nous sépare de la priorisation effectuée par le CPNC demeure abyssal.

Des commandes politiques pour un échec annoncé

Au-delà du contenu de ce dépôt priorisé, ce qui se dégage de cet élagage patronal et de la négociation spectacle à laquelle le gouvernement nous convie, c'est le contrôle indu que le Conseil du trésor exerce sur les pourparlers sectoriels. La dynamique générale de l'exercice n'est pas sans rappeler la centralisation décisionnelle à laquelle la CAQ nous a habitués dans divers autres dossiers.

Ainsi, plutôt que de permettre un véritable exercice de priorisation, la commande politique venue des hautes sphères gouvernementales a tout pour envenimer les choses, le CPNC allant même jusqu'à faire disparaître certaines de ses offres de ressources pourtant présentées dans son dépôt initial. Alors que le geste courageux serait d'investir dans les réseaux publics, on a plutôt l'impression de faire face à un gouvernement qui souhaite que le conflit dégénère.



Vers la grève générale

Les Profs en négo refusent de réduire la négociation à quelques priorités patronales, tout comme elles et ils n'acceptent pas de laisser à la CAQ le monopole de l'espace public dans ce dossier. Nous savons que les gains syndicaux issus de la négociation sont aussi des gains essentiels pour le maintien de services publics de qualité, une attente collective que la pandémie a mise en exergue. Dans les prochaines semaines, nous redoublerons d'ardeur pour mener nos pourparlers à bon port! Les actions locales et régionales seront multipliées alors que nous nous tenons prêtes et prêts à exercer une grève à la hauteur de la détermination exprimée en nos rangs!